

Le pouvoir aux travailleurs

14 JANVIER 2007

N° 129

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES PROPOSITIONS DE GBAGBO NE SONT PAS UNE SORTIE DE CRISE POUR LES TRAVAILLEURS	2
- AUDIENCES FORAINES: LES POPULATIONS OTAGES DES DESIDERATA DU RÉGIME FPI	3
- TIRAILLEMENTS ET TRACTATIONS AU SEIN DU G7	4
- TOURNÉE DE MAMADOU KOULIBALY : UN DÉMAGOGUE EN CAMPAGNE	4 - 5
- LA FESCI, UNE MAFIA QUI NE DIT PAS SON NOM	5 - 6
- DANS LE NORD COMME DANS LE SUD, LES POPULATIONS SUBISSENT LES MÊMES RACKETS	7
- ABIDJAN, LE BITUME FOUT LE CAMP DANS L'INDIFFÉRENCE TOTALE DES AUTORITÉS	7 - 8
- SÉMINAIRE SUR L'INSALUBRITÉ: UNE OCCASION POUR LES HAUTS PLACES DE SE PAYER DU BON TEMPS	8 - 9
- LES VICTIMES DES MAISONS DE PLACEMENT GAZÉES PAR LA POLICE	9
- LE QUOTIDIEN INFERNAL DES TRAVAILLEURS DE CEMOI	10
- SIVOP YOPOUGON: LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS BAFOUER LEUR DIGNITÉ	11
- GUINÉE: GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LES BAS SALAIRES, LA CHERTÉ DE LA VIE ET LA CORRUPTION	12 - 13

**LES PROPOSITIONS DE GBAGBO
NE SONT PAS UNE SORTIE DE CRISE POUR LES TRAVAILLEURS**

Suite au vote de la résolution 1721, pendant près d'un mois et demi, GBAGBO, comme d'habitude, a fait défiler de nombreux notables et des représentants des corporations au palais présidentiel pour recueillir leur avis. Cela est une manière de prendre le pouls de la situation mais surtout pour vérifier si ses partisans lui sont toujours fidèles. C'est à l'issue de cette consultation que le 19 décembre dernier, il s'est adressé à la population en faisant 5 propositions dont : le dialogue direct avec la rébellion ; la suppression de la zone tampon dite de confiance ; la création d'un service civique de 40 mille jeunes etc.

Aujourd'hui, ses deux premiers points pour la sortie de crise, font l'objet de tractation nationale comme internationale. Et discuter directement avec Soro Guillaume, secrétaire général des « Fores Nouvelles » sans passer par Banny, semble être approuvé par les grandes puissances surtout la France. Soro approuve aussi ce dialogue direct qui le propulse comme leader de l'opposition civile et militaire et en même temps comme le premier interlocuteur du pouvoir Fpi.

Tout cela ne constitue qu'une énième tentative de résolution de la crise qui divise le pays en deux depuis l'année 2002. Cette initiative semble trouver un certain écho au sein de la population de ce pays, lasse de cette situation de conflit.

Concernant la suppression de la zone tampon dite de « confiance », pourquoi pas ? plus il y a des frontières artificielles comme actuellement, plus la population en souffre. Si par la voie de la négociation elle est supprimée, ce sera tant mieux pour les paysans de cette zone car le ralentissement des échanges entre les régions est facteur de nombreuses difficultés au Nord comme au Sud. Mais dans cette histoire, les protagonistes du conflit ne se préoccupent pas du tout à demander l'avis des populations concernées.

Quant à la création d'un service civique pour 40 mille jeunes, c'est plutôt pour plaire aux « jeunes patriotes ». De leur côté, les Forces Nouvelles disent avoir formé des milliers de jeunes qu'il faudrait incorporer selon elles. Le nombre d'hommes en armes se trouverait ainsi gonflé et placé côte à côte sous une même étiquette au lieu d'être face à face sur le terrain comme actuellement. Cela ne résoudrait rien car la division réelle demeurerait même dans ce cas.

Bien entendu, c'est la population qui payera la note par le biais des impôts qui vont augmenter. Et plus il en faudra de l'argent pour le budget militaire, moins il en restera pour des services utiles comme la réfection des routes qui se dégradent ou la construction de nouvelles, l'amélioration des centres de santé et les moyens pour l'enseignement et l'éducation des jeunes.

Aujourd'hui, dans les campagnes, même dans la partie gouvernementale, les paysans sont de plus en plus misérables, parce que leurs produits agricoles sont cédés à vil prix sous prétexte qu'on est en guerre.

En ville, les travailleurs sont confrontés au chômage, aux licenciements et à la précarisation des emplois alors que de le prix des denrées alimentaires ne cesse de flamber comme le cas de la baguette de pain qui est passé de 125 à 150 F et même à 175 F dans certaines communes.

Alors, messieurs les dirigeants, puisque vous estimez qu'une négociation directe pourra résoudre le problème, montrez-le mais faites vite car il y a ras le bol de votre sale guerre.

AUDIENCES FORAINES : LES POPULATIONS OTAGES DES DESIDERATA DU REGIME FPI

Annoncées pour redémarrer le 18 décembre 2006, les audiences foraines n'ont pas encore été relancées. Leur arrêt depuis le mois de juillet a donné lieu à de multiples séminaires et autres réunions. Mais toutes ces rencontres n'ont rien produit qui puisse permettre aux protagonistes de se mettre d'accord.

Au départ c'était le camp présidentiel qui s'opposait à cette opération exprimant son désaccord par rapport à la délivrance des certificats de nationalité en même temps que les jugements supplétifs sur les lieux où se tenaient les audiences foraines. Cette opposition a entraîné des affrontements entre les jeunes du FPI et les jeunes du RHDP dans certaines villes où des morts d'hommes ont été enregistrées comme à Bassam et à Divo. Face à la détermination des jeunes du RHDP qui ont décidé de ne plus se laisser marcher là-dessus, les jeunes du FPI ont dû résoudre à signer un pacte de non agression.

Le premier ministre a fait des concessions en produisant un document appelé "guide des audiences foraines" dans lequel il définit une nouvelle méthode. Ce texte et les dispositions qui ont suivi sont un recul par rapport à l'objectif d'attribuer rapidement les jugements supplétifs, les certificats de nationalité, les cartes d'électeurs et au bout du compte l'inscription sur les listes électorales. Il expose ceux qui n'ont pas de papier à la lourdeur administrative et au racket que devront faire preuve les greffiers et autres bureaucrates des tribunaux. La création de nouveaux tribunaux et le fait que les greffiers recueillent les demandes de nationalité

auprès des populations ne règle toujours pas le problème de fond qui consiste à permettre à tout le monde d'avoir des papiers le plus rapidement possible. Rien ne garantit qu'une fois les demandes collectées, elles seront traitées à temps et normalement pour que les demandeurs aient leur papier le plus tôt possible. Mais même si c'était le cas, qu'est ce que cela fait de délivrer sur le champ le certificat de nationalité à une personne qui en a le droit et en fait la demande pour se faire établir une pièce d'identité ? Le FPI crie chaque fois qu'il veut très vite aller aux élections mais refuse l'identification des populations. Ces gens ont le droit de vouloir le droit de vote même si les élections ne les sauveront pas de la misère et de la précarité. Ils ont droit à des papiers qui puissent leur permettre de circuler.

En effet, la grosse victime dans cette histoire, ce sont les populations et les travailleurs sans papiers. Certains ont en besoin pour chercher du travail et les autres pour établir des dossiers administratifs. D'ailleurs ceux-ci sont très souvent dépouillés par la police et autres corps habillés dans les corridors et pendant les contrôles d'identité dans les différents quartiers pauvres. Nos frères du nord et les pauvres non nationaux souffrent beaucoup de cette situation. Pendant les patrouilles policières et autres CECOS, certains travailleurs qui ont des noms patronymiques nordistes sont systématiquement rackettés. Quand ils n'ont pas de papiers alors c'est un enfer pour eux de se trouver face aux forces de l'ordre. Ils sont non seulement dépouillés mais souvent battus. Et cela, depuis que dure la crise cette situation constitue le quotidien de la plupart des travailleurs.

TIRAILLEMENTS ET TRACTATIONS AU SEIN DU G7

Dans son discours du 1^{er} janvier, en affirmant être ouvert à toute discussion avec le pouvoir, Soro Guillaume, le leader des Forces Nouvelles avait appelé l'opposition politique à se réveiller. Il invitait ses alliés à venir se retrouver à Bouaké pour remettre en selle cette alliance. Les membres du RHDP hésitent. La première réunion prévue a déjà été reportée. On comprend leur réticence quand on sait qu'aller à Bouaké sur invitation de Soro Guillaume, c'est lui reconnaître un peu explicitement un rôle de leader de toute l'opposition.

Surtout qu'en décembre dernier, les présidents de ces partis politiques s'étaient discrédités avec l'échec des manifestations de l'opposition. En effet, Gbagbo avait réussi à réinstaller les directeurs du Port et de la Douane et le Gouverneur du district d'Abidjan, limogés

à la suite du scandale des déchets toxiques.

Aujourd'hui le G7 parle d'une réunion qui se tiendrait maintenant à Abidjan. L'ordre du jour sera étudié par 19 experts du RHDP. Toutes ces gesticulations prouvent une seule chose : ils forment peut-être une alliance mais chaque clan n'a d'autre objectif que convoiter le maximum de postes et sinécures.

Quant aux militants du FPI, ils se réjouissent d'avoir semé la zizanie chez les membres du G7. A la « Sorbonne » au Plateau, il ne se passe pas un jour sans que les orateurs ne se vantent de ce que l'opposition est perturbée. La souffrance de la population pauvre ne fait pas partie des préoccupations du FPI, ni de celles des partis d'opposition.

TOURNEE DE MAMADOU KOULIBALY : UN DEMAGOGUE EN CAMPAGNE

Mamadou Koulibaly, Président de l'Assemblée Nationale, continue ses tournées à travers les différents quartiers d'Abidjan. Il cherche à faire les yeux doux aux populations originaires du nord qui sont majoritairement acquises au RDR.

Partout où il passe, il dit que les populations du nord ont été trompées. Que la guerre actuelle n'est pas la guerre du nord contre le sud, ni celle des musulmans contre les non musulmans. Mais que les rebelles et l'opposition politique actuelle ne sont que des instruments de la France pour rassoire sa domination sur la Côte d'Ivoire. C'est ce que le régime FPI conteste et c'est pourquoi la France lui mène la guerre.

Mamadou, quand il se contente de dire que *« la guerre actuelle est la guerre*

de la France à la Côte d'Ivoire pour imposer l'application des accords coloniaux de 1960», occulte les raisons pour lesquelles la rébellion a trouvé un écho favorable auprès des populations du nord. Ce sont les exactions, les humiliations et autres sévices dont ces populations étaient victimes qui leur a fait prêter une oreille attentive aux sollicitations de la rébellion. Bédié en son temps pour écarter Ouattara de la course au pouvoir avait créé le concept de l'ivoirité. Gbagbo et son clan pour parvenir au pouvoir à leur tour ont favorisé la montée de la xénophobie et l'ethnisme. Et cela a abouti à des affrontements et des pogromes qui ont donné des chamiers. Aujourd'hui encore ceux qui ont des patronymes nordiques sont victimes des persécutions des forces de l'ordre. Mais Koulibaly se détourne de

ce problème là qui est bien tangible. Il n'a pas assez d'honnêteté pour demander pardon aux populations du nord pour toutes les exactions dont ils ont été victimes du fait de son parti, alors il verse dans la démagogie gratuite.

Au moment où il fustige la France dans des discours, des contrats continuent d'être accordés à des entreprises capitalistes françaises et autres. Le cas de la CIE, de la SODECI et de Côte d'Ivoire Télécom sont des exemples. En pleine crise leurs contrats ont été renouvelés. Sans compter que dans la même période, le Terminal à conteneurs du port d'Abidjan a été cédé à Bouygues une entreprise française. Le régime continue de multiplier les dégrèvements d'impôts et de diminuer les charges patronales pour satisfaire les quatre volontés des grands capitalistes auxquels l'Etat ne refuse rien.

C'est ça la réalité. Si en paroles Mamadou Koulibaly se dit Anti-français, ses actes et ceux du régime sont en faveur des grands patrons. Car le gouvernement auquel il appartient, se montre bon serviteur des possédants quels qu'ils soient. On se rappelle qu'après le 06 novembre 2004 et les petits dégâts que certaines entreprises avaient subis, le gouvernement a fait preuve de largesse et surtout des exonérations et des facilités d'impôts ont été accordées à ces dernières pour les encourager à rester en Côte d'Ivoire. Après il y a eu des délégations gouvernementales pour inciter certains petits patrons qui étaient retournés en France de revenir investir en ici.

Cette politique, Mamadou Koulibaly et son parti la cautionne. Ses discours anti-français ne sont qu'un fond de commerce politique pour tromper les gens.

LA FESCI UNE MAFIA QUI NE DIT PAS SON NOM

Le 27 décembre 2006 dans les cités universitaires de Cocody (cité rouge et Mermoz) des affrontements ont eu lieu entre des étudiants membres de la fesci. Deux jours plus tard, le secrétaire général faisant jouer ses relations s'est fait accompagner par des militaires et a effectué une descente musclée dans les cités d'Abobo et de Port-bouet considérées comme les bases des dissidents. Cet affrontement a fait de nombreux blessés à la machette. Certains ont eu le crâne fracturé et ont été transportés d'urgence au CHU de Cocody. Cette fois-ci en plus des machettes, les syndicalistes étaient munis d'armes à feu.

L'origine de cet énième affrontement est due selon les dissidents au désir de l'actuel secrétaire général de vouloir s'imposer de force pour un second mandat ce qui est contraire au statut actuel de la fesci. Le bureau actuel de son côté accuse certains leaders des "jeunes

patriotes" de vouloir le destituer pour contrôler le mouvement au profit d'un clan.

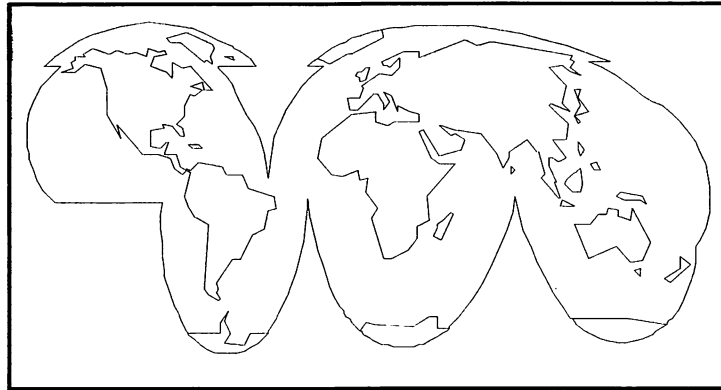
En réalité, ce qu'il faut dire c'est que la fesci est devenue une sorte de mafia. Les dirigeants de ce mouvement syndical se remplissent les poches en contrôlant plusieurs activités sur le campus. Aujourd'hui être leader de la fesci c'est avoir le droit d'intervenir dans le système d'attribution des chambres des cités universitaires. Elle est devenue une administration parallèle vers laquelle le directeur du centre des œuvres universitaires oriente certains étudiants pour des problèmes d'attribution de logement. Elle a à sa disposition des chambres qu'elle loue à des étudiants. Elle a le droit de faire déménager un étudiant quand celui-ci ne partage pas certaines opinions. Et très souvent des étudiants sont obligés de quitter leurs dortoirs sous le poids des menaces. Une fois le lieu libéré, il est récupéré par la fesci

et est attribué à une personne plus docile. Mais ce n'est pas tout. Les étudiants boursiers sont obligés de verser 10.000 francs par personne à la fesci lors des payes. Les petites vendeuses et les propriétaires des petits commerces n'échappent pas au racket des membres du syndicat. Ils débarquent dans les restaurants et se font servir gratuitement.

Le régime en place est au courant de tous les agissements de ce mouvement. Mais il laisse faire parce qu'il l'utilise dans le milieu scolaire et

universitaire. Les adhérents de la fesci ne sont pas tous forcément des crapules. Certains croient encore à la lutte syndicale au sein de ce cet organisme et ils ont raison de lutter pour faire valoir les revendications estudiantines et faire prévaloir les pratiques démocratiques. Pour l'instant les affrontements armés entre clans rivaux font des victimes innocentes parmi les étudiants et l'idée d'opposer une résistance collective à ces gangsters commence à germer dans le milieu universitaire.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

DANS LE NORD COMME DANS LE SUD, LES POPULATIONS SUBISSENT LES MEMES RACKETS !

Dans le journal, « le Patriote » du 10 janvier, il y avait un reportage sur les différents prélèvements illicites et rackets pratiqués en zone des Forces Nouvelles. L'exemple portait sur le tronçon Djébonoua – Kanawolo. Chaque voyageur est obligé de déboursier des sommes allant de 100f à 500f à chaque barrage tout le long de son parcours. Et même à certains corridors, les ressortissants étrangers doivent déboursier 1 000f. Que le passager ait ses pièces en règle ne les intéresse pas.

Les tarifs varient d'ailleurs selon l'humeur de celui qui dirige le barrage et le nombre de barrages.

Quand aux véhicules, lorsque c'est un minicar, il paie un forfait de 29 000f pour tout le parcours. Les véhicules de 35 tonnes paient 61 000f.

On se rappelle que les rebelles pour justifier leur combat se posaient en défenseurs d'une frange de la population qui était victime de rackets, de discriminations, de brimades de la part des "forces de l'ordre". Les étrangers

étaient dépossédés de leurs biens lors des fouilles. Mais voilà que dans les zones sous contrôle des Forces Nouvelles, ce sont les mêmes tracasseries. Les ressortissants de la sous-région paient 1 000f là où les autres sont taxés 100f ou 200f, même s'ils ont leurs papiers.

On peut aisément deviner la souffrance des voyageurs obligés de descendre à ces différents barrages, supporter le mépris de ces gens en armes. Pour les jeunes filles, elles s'exposent au risque d'être violées.

Cette situation n'a rien à envier à celle que l'Armée et la Police « régulières » font subir à la population en zone gouvernementale.

Quel que soit le côté où ils se trouvent, ceux qui dirigent n'ont d'autre ambition que de pressurer la population. La différence ne se trouve que dans leurs propos et non dans les actes car ces rackets se font au nez et à la barbe des hauts responsables militaires et civiles des Forces Nouvelles.

A ABIDJAN LE BITUME FOUT LE CAMP DANS L'INDIFERENCE TOTALE DES AUTORITÉS

Dans les différentes communes de la ville d'Abidjan, il est rare de trouver des voies bitumées en bon état. Les routes principales sont devenues quasi impraticables. Le cas de Yopougon et d'Abobo est très éloquent.

Pour ce qui est d'Abobo, c'est dramatique. Non seulement les voies

bitumées étaient déjà très peu nombreuses. Mais même cette quantité infime d'artères est laissée à l'abandon. En dehors de l'autoroute express toutes les autres voies sont coupées en plusieurs points par des nids de poule. Le bitume a abandonné des portions non négligeables des routes sous l'action des

L E U R S O C I E T E

pluies, des eaux de ruissellements et de l'usure. Ce qui fait que trouver une voie praticable à travers la commune est une véritable gageure pour les automobilistes. Dans ces situations, les accidents sont fréquents. Et ce n'est pas tout : dans les périphéries de la commune, une femme en couche ou un malade grave peut se trouver dans l'impossibilité d'être évacué à cause du mauvais état des routes.

Pour parer au plus pressé, le maire a fait combler les crevasses avec de la latérite (terre rouge). Dès les premières pluies les voies s'étaient transformées en borbier rendant la circulation encore plus pénible aussi bien pour les véhicules que pour les piétons.

Le cas de Yopougon n'est pas très différent. C'est le même décor au grand carrefour du "sable" parsemé de nids de poule qui créent de continuel embouteillages aux heures de pointe. Le pont séparant Niangon de la Sideci est déjà à moitié emporté par les eaux de pluie et constitue une menace permanente pour les véhicules et les piétons qui s'y aventurent chaque jour.

L'Etat quant à lui a rendu démission il y a bien longtemps. Aucune route n'est venue s'ajouter à celles qui existent déjà et l'entretien de ces dernières n'est pas à l'ordre du jour. L'alibi tout trouvé est la situation de guerre dans laquelle vit le pays. Et pourtant malgré la crise, les tenants du pouvoir et le milieu des affaires continuent de prospérer. Leur train de vie n'a pas du tout changé. Pour ce qui est des ministres, des présidents d'institutions, des députés et autres hauts placés, leurs rétributions ont connu plutôt des augmentations pendant cette période. Le nombre de grosses cylindrées et des voitures de luxe ne fait qu'augmenter de jour en jour. De nouvelles demeures luxueuses continuent de pousser dans les quartiers riches. Ce qui augure bien de la bonne santé des affaires.

Par rapport à la dégradation générale et à l'insalubrité qui en découle les gens sont préoccupés dans les quartiers défavorisés. Ce sont les maires qui font généralement les frais des protestations et qui essaient tant bien que mal d'y faire face.

SEMINAIRE SUR L'INSALUBRITÉ UNE OCCASION POUR LES HAUTS PLACES DE SE PAYER DU BON

Du 14 au 15 décembre 2006, s'est tenu un séminaire sur le financement de l'assainissement à Grand- Bassam.

Comme d'habitude, il est ressorti de cette assemblée que l'Etat s'engage à faire de l'assainissement une " priorité nationale" en mettant en œuvre une "politique nationale d'assainissement". Et puis la nouveauté cette fois-ci, pour faire croire qu'il est vraiment préoccupé par ce problème, c'est de créer un comité interministériel de suivi des résolutions du

séminaire parce que d'après le ministre de l'Economie présent à cette réunion, il ne s'agit plus d'un problème d'assainissement mais de santé publique...

Bref tout ça ne sont que des mots creux et il suffit d'ouvrir les yeux et les narines pour le constater. Car aujourd'hui, malgré tous ces séminaires et ces résolutions, on ne peut plus respirer à Abidjan tant les ordures sont à tous les coins de rue. Pire, avec la fermeture de

L E U R S O C I E T E

la décharge d'Akouédo, le problème est devenu encore plus grave. Ce qui accroît gravement le risque de maladies comme le choléra, la fièvre typhoïde etc.

Mais au lieu de prendre des mesures réelles sur le terrain, nos

autorités ne font que multiplier des séminaires de réflexions qui ne sont que des occasions pour eux d'aller en villégiature aux frais de l'État, se partager des frais de mission et puis produire des textes qui ne sont bons que pour les tiroirs.

LES VICTIMES DES MAISONS DE PLACEMENT GAZES PAR LA POLICE

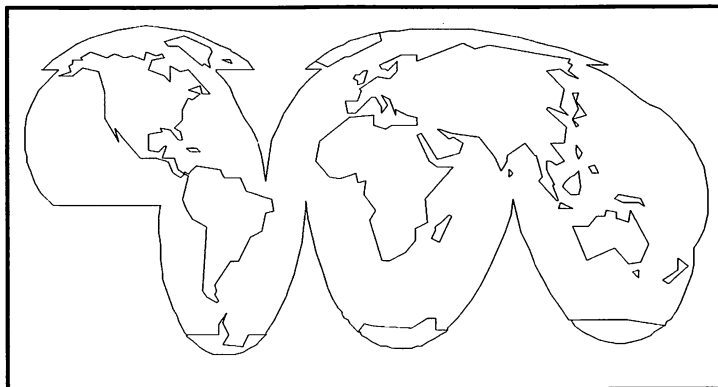
Le 10 janvier plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Cocody. Après un sit-in à la place Saint-Jean, les manifestants ont essayé de se rendre à la résidence du chef de L'État. C'est à ce moment là que la police, comme dans son habitude est intervenue brutalement faisant quatre blessés.

Mais qui étaient ces manifestants ? Il s'agissait des personnes de différentes conditions qui avaient donné leur argent à des sociétés de placement qui se faisaient passer pour des structures bancaires. Il y aurait parmi elles plus de 8000 agents de force de l'ordre selon la presse. Ces sociétés bidons leur promettaient de leur faire gagner d'énormes bénéfices. Dès les débuts pour piéger leurs futures victimes,

ils ont fait gagner certaines personnes. Mais dès que l'affluence a augmenté, ces maisons ont fermé boutique et les escrocs ont disparu dans la nature avec l'argent des souscripteurs qui ont voulu faire fortune aussi facilement.

Il faut dire qu'en ces temps de crise, les marchands d'illusion foisonnent un peu partout. Ce sont les populations pauvres qui payent les frais de leur crédulité. Ce qui est révoltant dans cette histoire, c'est que l'Etat a laissé opérer ces faussaires sans doute en prélevant au passage ses propres taxes. Eh bien les victimes ont mille raisons de maintenir leur mobilisation pour que au moins leur argent de départ soit intégralement remboursé.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE QUOTIDIEN INFERNAL DES TRAVAILLEURS JOURNALIERS DE CEMOI

Dans cette entreprise qui emploie plus d'un millier de personnes, les travailleurs sont en majorité des journaliers recrutés à travers des maisons de placement comme: RMO ; SMO ; ECO-CI etc.. Ce système de recrutement permet aux patrons de se dégager de leur responsabilité en cas de problème.

Dans cette boîte de produits alimentaires à base de cacao, il y a plusieurs secteurs. Mais le secteur de déchargement des gros camions remplis de tonnes de cacao est celui où les conditions de travail sont les plus dures. Voici ce que raconte un des travailleurs journaliers de ce secteur:

Nous sommes recrutés à travers les maisons de placement pour des contrats journaliers. Nous travaillons souvent pour quelques heures seulement en fonction du nombre de camions présents qu'il faut décharger.

Quand c'est la grande période de récolte nous travaillons toute la journée, à porter sur notre dos tels des bêtes de somme, des sacs qui pèsent plus de 50kg. Au bout de la journée, nous sommes complètement épuisés et au bout du rouleau. En plus le travail se fait dans des conditions archaïques, sans aucune protection. Même de simples cache-nez pour nous protéger un peu de la poussière et des fibres de sac, ne nous sont jamais distribués. Aucune prime ni compensation ne nous est attribuée alors que les conditions de ce travail l'exigent.

Et quand certains ont le malheur de tomber malade, c'est à leur charge car la société CEMOI ne nous reconnaît pas comme faisant partie de son personnel. Les structures de placement et autres sociétés de travail temporaire se débarrassent de certains selon leur gré pour les remplacer par d'autres sans tenir compte de la situation de chacun.

Cela dure depuis des années car certains parmi nous ont plus de 6 ans de présence dans cette boîte. C'est un peu pareil dans toutes les boîtes même les plus grosses de la zone.

L'idée de nous associer pour faire valoir nos droits commence à faire son chemin car ça ne peut pas durer comme cela.

Ces conditions de travail inhumaines se déroulent dans des endroits pareils à la prisons : clôtures élevées à plus de 4 mètres de hauteur terminées par des barbelés ou tessons de bouteilles.

Quant au traitement salarial, c'est de la misère au quotidien. D'ailleurs ce salaire est fait sciemment pour nous maintenir dans une dépendance vis à vis d'eux. parce que quand vous touchez un salaire de 20000 à 27000 la quinzaine et qu'en suite vous êtes renvoyé pour revenir quelques jours après, vous ne pouvez qu'être toujours de plus en plus dépendants

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

**SIVOP (YOPOUGON) : LES TRAVAILLEURS
NE SE LAISSENT PAS BAFOUER LEUR DIGNITE**

La direction de la société SIVOP a organisé une fête en décembre pour remercier le personnel de la très bonne performance de l'entreprise pour l'année 2006. Elle a profité de l'occasion pour faire des cadeaux à ses employés.

Pendant ces moments de reconnaissance, c'est à coup de billets de banque que la direction montre sa gratitude envers les cadres.

Par contre, le restant du personnel n'a eu droit comme cadeaux que des surplus non écoulés et dont la date est déjà périmée.

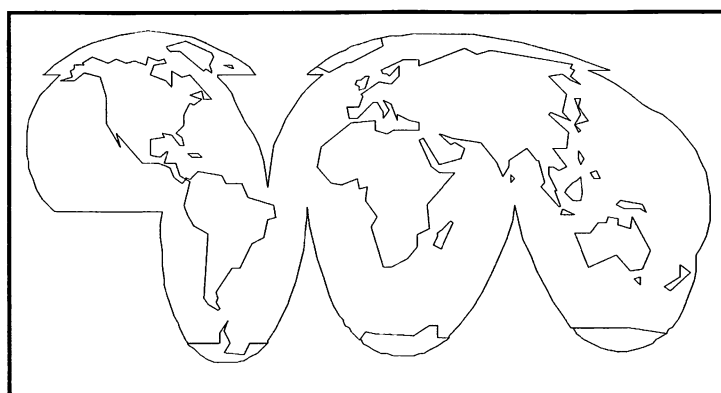
Heureusement nous nous sommes rendus compte de leur supercherie et avons refusé de prendre ces cadeaux

avariés. Mais cela traduit tout le mépris des patrons. L'exploitation féroce, les cadences infernales et les bas salaires à longueur d'année ont permis de dégager des profits énormes pour les propriétaires de la société et ils s'en félicitent. Et bien son coup a raté parce que les travailleurs ont eu la dignité de ne pas accepter son aumône avariée. Et surtout, pourquoi des cadeaux en argent liquide aux cadres de la société et des produits Sivop aux travailleurs ?

Certainement pour le patron, c'était un débarras de ce stock qui le gênait et non un cadeau de fin d'année.

Et bien à bon entendre, les travailleurs ne sont pas des mendiants.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

GUINÉE : GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LES BAS SALAIRES, LA CHERTÉ ET LA CORRUPTION.

Un important mouvement de grève générale à l'appel des deux principales centrales syndicales USTG et CNTG ainsi que de quatorze partis d'opposition a eu lieu en Guinée Conakry depuis le 10 janvier dernier. La cause profonde de ce mouvement est la situation économique catastrophique dans laquelle est plongée l'immense majorité de la population.

Le facteur déclenchant a été la libération, sur ordre du président lui-même, de l'homme d'affaire Mamadou Sylla PDG du groupe Futurelec Hodling et première fortune du pays, et de l'ex-ministre Fodé Soumah, tous deux accusés d'avoir détourné l'équivalent de deux millions d'euros. C'est en signe de protestation contre ce geste « d'ingérence » du dictateur Lansana Conté que les initiateurs du mouvement ont appelé à la grève actuelle ainsi qu'à la « désobéissance civile ».

Cependant ce n'est pas la première fois qu'un tel appel est lancé et suivi. Au début de l'année 2006 une grève générale avait permis d'arracher au gouvernement un relèvement de 30% des salaires des fonctionnaires et l'instauration d'un salaire minimum. Cependant, peu de temps après, le gouvernement a repris de la main droite ce qu'il avait été contraint de lâcher de la main gauche. La dévaluation du Franc Guinéen en mars, suivie de la brutale augmentation des taxes, avait ruiné les concessions lâchées sous la pression de la rue. Cela s'est traduit par une hausse de 30% des prix de ceux-ci. Le litre d'essence est d'un seul coup passé à 1,2 dollars dans ce pays où la moitié de la population vit avec la moitié de un dollar par jour.

Au mois de juin 2006, les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur les étudiants. Une vingtaine de jeunes ont

ainsi été purement abattus.

La Guinée est un pays dont le sous-sol recèle des richesses colossales. Avec près de 12 milliards de tonnes, ce pays détient près de la moitié des ressources de bauxite du monde.

Plusieurs entreprises d'extraction et de raffinage d'alumine se partagent ce gâteau.

A côté de cela il y a aussi l'or industriel produit par l'Anglogold Ashanti de Siguiri et la société Minière de Dinguiraye. Le sous-sol contient aussi du diamant. Ce pays n'est pas défavorisé par son climat puisque la pluviométrie permet de produire de nombreuses richesses agricoles telles que la banane, la mangue, et même la pomme de terre qui sont exportées vers plusieurs pays limitrophes. Malgré toutes ces richesses potentielles et réelles, la Guinée fait partie des pays très pauvres de la planète.

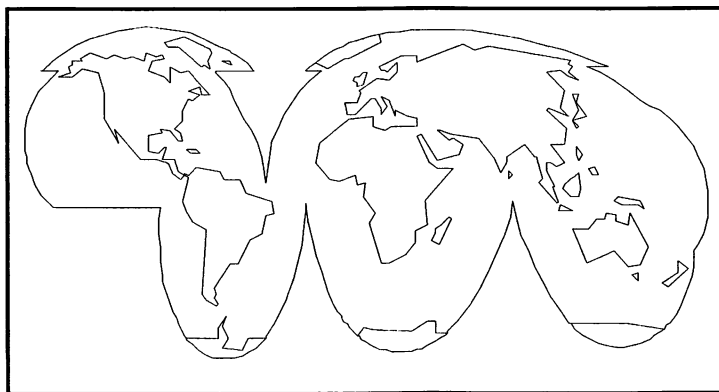
Les partis d'opposition ont raison de dénoncer la misère, la corruption et « la mal gouvernance » du régime dirigé par ce dictateur sénile et malade qui passe une grande partie de son temps à se faire soigner son diabète et sa leucémie dans une clinique de luxe en Suisse. Une partie des leaders est périodiquement jetée en prison. Mais eux-mêmes ont leur part de responsabilité. Certains ont même exercé le pouvoir en tant que Premier Ministre. C'est le cas par exemple de Sidya Touré dirigeant de l'UFR (Union des Forces Républicaines). La majorité des gens souffrent de la pauvreté et de la misère; ils sont victimes du mépris et de la corruption au quotidien des fonctionnaires petits et grands. A cela s'ajoutent les pénuries graves d'eau, des longues coupures d'électricité qui plongent souvent les quartiers pauvres des

grandes villes y compris la capitale, dans l'obscurité totale.

La Guinée, comme bien d'autres pays d'Afrique à commencer par la Sierra Leone voisine, s'appauvrit d'année en année et ce n'est pas dû à une quelconque catastrophe naturelle. La cause première est que l'essentiel des richesses est aux mains de quelques grands groupes, de multinationales qui réalisent des profits faramineux pour leurs propriétaires en laissant des millions de gens dans une situation inextricable. Les dirigeants de nos pays sont complices de cette situation même si certains d'entre eux (une fois qu'ils sont déchus) dénoncent certaines réalités.

Il faut souhaiter que dans le feu des grèves générales, des travailleurs conscients, enrichis par l'expérience des luttes et des intellectuels s'attellent à la tâche de construction d'un véritable parti d'opposition susceptible de diriger les combats à venir non pas dans le sens du remplacement des dirigeants corrompus par d'autres prétendument intègres, mais pour mettre fin au système capitaliste tout entier. Bien sûr que ce sera une lutte d'envergure s'étendant sur une échelle bien plus vaste, sur plusieurs pays. Mais à force de pressurer les peuples de toute la planète, les capitalistes ne contribuent-ils pas eux-mêmes à engendrer les hommes qui demain mettront fin à ses propres jours!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.